

**NÉCROLOGIE : AGOA**  
**Tribune – Edito – 28/12/09 - Ndimby A.**

*C'est avec tristesse, mais dans l'espoir d'une résurrection pour 2011,*

*Que nous vous informons de la mort de l'accès à l'AGOA pour Madagascar,*

*Assassiné par l'autisme d'hommes se prétendant d'Etat, mais dont la compétence relève de la mythologie.*

*L'enterrement aura lieu le 1er Janvier 2010.*

*Sa famille : les dizaines de milliers d'ouvriers concernés, les centaines de milliers de dollars de revenus,  
l'économie malgache, le secteur textile malgache.  
Son cousin : le secteur textile mauricien.*

La décision du Président Obama a été rendue publique le 23 décembre, avec effet le 1er janvier 2010. Rappelons que l'AGOA est un régime douanier préférentiel pour l'entrée aux Etats-Unis de certains produits de certains pays d'Afrique sub-saharienne, en fonction d'une liste de critères incluant démocratie et droits de l'homme. Il est donc tout à fait normal que les démocraties fantoches en soient exclues. Pour 2010, sortie par la petite porte donc pour trois pays : la Guinée de Moussa Dadis Camara ; le Niger de Mamadou Tandja ; Madagascar et Andry Rajoelina. Au niveau des chiffres de l'AGOA en 2008, les Etats-Unis avaient importé pour 324 millions USD de Madagascar, 106 millions USD de la Guinée et 44 millions USD du Niger. Question : est-il moral pour les Etats-Unis de pénaliser des entreprises d'un pays à cause de ses dirigeants politiques ? Hélas oui, car même injustes pour les victimes directes, les sanctions économiques (dont la suspension des aides internationales) sont le seul moyen de pression non-violente pour civiliser les apprentis dictateurs, qui ne peuvent comprendre d'autres langages que celui de la coercition. Eux ne s'embarrassent pas de scrupules pour savoir s'il est moral d'appliquer la Loi de la Jungle au XXIème siècle pour voler le pouvoir ou/et s'y accrocher.

#### **CATASTROPHE ECONOMIQUE PREVISIBLE**

Depuis mon éditorial du 22 Juillet 2009 qui alertait sur le risque de perdre l'AGOA avec les activités burlesques de nos politiciens, je n'ai cessé de rappeler cette menace, mais en vain. Si j'avais parlé de Michael Jackson ou de Boney M, cela aurait été sans doute plus simple à comprendre pour certains, arrivistes avant le 17 mars, et parvenus après. La situation actuelle est la preuve, si besoin était encore, que la gestion de la vie économique ou politique d'un pays ne s'apprend pas en créant l'ambiance pour minettes sur une *dance floor*. Créer de toutes pièces une crise politique nationale en plein milieu d'un contexte de crise économique mondiale, c'était faire le choix conscient, et donc coupable, de mener Madagascar vers le gouffre. Maintenant je rigole quand je relis les réactions outrées des écrivains marbrés à un article qui, dès Avril 2009, prévoyait la catastrophe économique actuelle.

Comment en est-on arrivé là ? Un mot résume toutes les causes possibles et imaginables : faillite. Faillite mentale de politiciens sans scrupules pour mettre l'économie en otage de leurs ambitions, et la sacrifier juste pour le plaisir de se faire appeler « Monsieur le ceci » ou « Monsieur le cela ». Faillite de la société civile, qui n'est pas arrivée à gagner une envergure suffisante pour interpellier la classe politique, et qui ne peut / sait que se contenter de coups d'éclat (carton jaune « *Mifanaraha* », bouches bandées et croix à la main...). Et pire, les membres de la société civile censés comprendre un tant soit peu les intérêts des entreprises malgaches, sont encore trop occupés à tenter d'imposer leur *savony manitra*, qui n'est d'ailleurs *manitra* que de nom. Faillite des organes de représentation du secteur privé qui n'a pas réussi à imposer sa voix et son poids pour se protéger de l'incurie des politiciens.

Mais plus particulièrement, faillite de la stratégie de communication des entreprises concernées par l'AGOA, qui n'ont pas pris d'actions pertinentes pour attirer l'attention sur leur sort. Avec juste quelques conférences de presse et encarts dans les journaux, le Comité pour la défense du maintien de l'AGOA était trop soucieux d'éviter de voir un amalgame se créer entre son combat et une prise de position anti-Transition sur l'échiquier politique. Attitude timorée, peu efficace, et donc en définitive, stupide par rapport à l'enjeu. Les

100.000 employés des entreprises franches avaient les moyens de peser dans la balance : pourquoi ne sont-ils pas sortis dans la rue pour manifester de manière visible ? Car 100.000 personnes et leurs familles qui protestent pour protéger leurs emplois, c'est quand même plus noble et plus crédible que 5.000 à 10.000 pelés et tondus sur une place publique, qui se prétendent « peuple malgache », mais dont la mission était juste de servir de marchepied aux ambitions de Monsieur Rajoelina et de sa clique. Et aujourd'hui, ces pelés et tondus sont tous moralement coupables de la perte de l'AGOA, solidairement avec la HAT. Mais on sait que leur urine à tous s'en fout.

## CONCOURS DE PINOCCHIO

Maintenant, je me marre d'avance quand je pense aux trésors d'ingéniosité que les griots du pouvoir hâtif vont encore sortir pour minimiser cette décision américaine, le chapelet de *hi han hi han* ayant commencé depuis quelques mois. D'abord, « **le mensonge éhonté** » : l'AGOA ne sera jamais perdu, c'est juste un argument utilisé par les légalistes pour discréditer le pouvoir de transition. Avec une variante qu'il vaut mieux entendre plutôt que d'être sourd : la perte de l'AGOA n'a rien à avoir avec le coup d'Etat, car l'accès à l'AGOA était censé s'achever fin 2009. Ensuite, « **la menace voilée** » : si l'Oncle Sam confirme la suspension de l'AGOA comme répression contre les hâtifs, il devra quitter le pays. Puis, l'argument « **Chérie, j'ai rétréci l'AGOA** » : finalement l'AGOA ne représente ni grand chose ni grand monde dans l'économie malgache, et il est ridicule d'en faire tout un plat. Sans oublier la version de « **l'abruti offusqué** » : mais pourquoi donc ces entreprises pleurnichent-elles après l'AGOA, elles n'ont qu'à faire les efforts nécessaires vers la compétitivité sans rechercher d'avantages préférentiels ! Avec d'ailleurs sa variante du « **bolchévique illuminé** » : il faut féliciter le pouvoir de transition de ne pas avoir tenu compte de l'AGOA. C'est le nouveau départ tant attendu pour une économie responsable et indépendante, loin du néocolonialisme sournois des grandes puissances. Enfin, « **la mauvaise foi toute honte bue** » : retirer l'accès à l'AGOA pénalise les entreprises et le peuple malgache, mais non la HAT. Qu'est-ce que l'ouvrier qui coud des blue-jeans a à avoir avec la lutte pour le pouvoir ? On attendra donc avec impatience, pour pouvoir rigoler un peu, ce que l'esprit fertile mais pas fécond des scénaristes de ce navet titré « Oui-Oui fait l'Iznogoud » va concocter. Ouvrons les paris : les propagandistes vont tenter de faire des Etats-Unis le bouc émissaire d'une crise sociale éventuelle des suites de cet arrêt de l'AGOA, et tenter de dédouaner les putschistes de leurs responsabilités. Sans compter les ahuris qui ne manqueront pas de déclarer que si l'AGOA est perdu, c'est la faute des trois mouvances. Seul petit bémol : quoi que dise qui que ce soit, les futurs chômeurs suite au retrait de l'AGOA avaient au moins un emploi sous le régime de Marc Ravalomanana.

Les impacts de la suspension de l'accès de Madagascar ne se feront cependant pas sentir immédiatement. Seules quelques usines textiles, dépendant entièrement du marché américain, vont dès le début d'année fermer leurs portes, ce qui représente quand même des milliers d'emplois. La plupart de celles qui restent vont tenter de se battre pour survivre sans l'AGOA, en prospectant de nouveaux marchés pour compenser. Certaines, qui ont anticipé avec sagesse l'équation évidente « HAT = catastrophe », ont déjà réussi cette reconversion de clientèle, comme la COTONA. Mais peu auront cette chance, dans un contexte de crise économique mondiale. Selon les spécialistes du secteur, c'est dans six mois que Madagascar va véritablement découvrir les effets de la suspension de l'AGOA. Et aussi voir les résultats des gesticulations d'un pouvoir (*NTIC hono e, investissements frantsay hono e...*), qui prétend hypocritement vouloir mettre en place un plan pour gérer une situation tragique, alors que c'est lui-même qui l'a créée. Car ce ne sont pas les perches tendues et les rappels de la part de l'Ambassade américaine qui auront manqué depuis le mois d'Aout, jusqu'à ce fameux deadline du 15 Décembre pour que Madagascar présente un dossier et un gouvernement consensuel.

On parle cependant beaucoup de l'AGOA. Mais il ne faut pas que cela occulte le reste du bilan économique d'une année de coup d'Etat. Car depuis Janvier 2009, ce sont des centaines d'entreprises et des dizaines de milliers d'emplois qui ont pâti de la navigation à vue et des bricolages de dirigeants, beaucoup plus motivés par le *bling-bling* que la compétence ou l'Intérêt supérieur de la Nation. « *Il y a en moi beaucoup de volonté de changer Madagascar* » déclarait Monsieur Rajoelina dans son dernier talk-show télévisé, il y a quelques jours. Effectivement, les changements qu'il a apportés en quelques mois sont indiscutables. L'économie est en berne, la démocratie encore plus de façade, les lignes de fracture au sein de l'armée sont de plus en plus visibles, la haine et la rancune s'installent de façon durable au sein de la population, et la bonne gouvernance est devenue un poisson d'Avril permanent. Il n'aura donc fallu qu'un an pour mesurer le poids de l'héritage du PT de service [1].

Dans ce contexte, le titre du dernier film du studio Dreamworks, « Joyeux Noël Madagascar », sonne comme une insulte. Car cette année, le Père Noël a vraiment été une ordure. Mais de toutes manières, à quoi fallait-il s'attendre de la part d'une révolution aux couleurs des bennes à ordures de la ville d'Antananarivo ?



## NOTES

[1] Avec la versatilité qui caractérise le pouvoir de transition ces derniers temps, on ne sait plus quel est le titre que s'est arrogé Monsieur Rajoelina, entre Président de la Transition (PT) et Président de la Haute autorité de la transition (PHAT). La rédaction ayant toujours considéré que seuls le dialogue et le refus de l'unilatéralisme étaient les voies de sortie de crise, nous maintiendrons jusqu'à preuve du contraire le titre de PT qui lui a été accordé consensuellement à Maputo.

Le dessin animé inédit diffusé sur TF1 "*Joyeux Noël Madagascar*" a attiré plus de 5,8 millions de téléspectateurs en France.